

Affaires courantes

[Français]

Monsieur le Président, je désire déposer dix pétitions contenant les noms de 300 résidents de Stormont—Dundas qui s'opposent à la TPS du fait qu'elle frappe injustement le sport récréatif populaire et abordable au Canada. Ils estiment que la taxation du sport de participation est une erreur fondamentale car elle impose un fardeau injuste aux travailleurs et aux travailleuses, aux citoyens âgés, aux jeunes et aux personnes handicapées qui s'adonnent à des sports récréatifs avec des moyens limités. Ils exhortent donc la Chambre à rejeter cette taxe insidieuse.

[Traduction]

VIA RAIL

M. Lyle Kristiansen (Kootenay—Ouest—Revelstoke): Monsieur le Président, en conformité avec l'article 36 du Règlement, étant donné que c'est la dernière occasion de parler de cette question à la Chambre des communes avant la fermeture de la ligne VIA Canadian le 15 janvier, je suis heureux de présenter les dernières pétitions de toute une série sur le même sujet. Ces deux pétitions, signées par 108 électeurs de la ville de Revelstoke en Colombie-Britannique, signalent que la ville de Revelstoke deviendra une collectivité véritablement isolée lorsque le service voyageurs de VIA Rail sera supprimé, car la route transcanadienne est souvent fermée durant l'hiver à cause des avalanches et il n'y a pas de service aérien régulier.

Les pétitionnaires signalent également que cette fermeture du service ferroviaire voyageurs entraînera une augmentation de la circulation sur la route transcanadienne qui emprunte le col Rogers. La route est déjà utilisée presque à son maximum pendant l'été, et il faudra l'élargir à grands frais, aux dépens du peuple canadien.

Ils font aussi remarquer que la suppression du service ferroviaire voyageurs entraînera une augmentation de la circulation sur les routes traversant les parcs nationaux de Glacier et du mont Revelstoke, ce qui causera des dommages environnementaux à ces réserves écologiques.

Enfin, les pétitionnaires demandent au Parlement de faire en sorte que le service voyageurs ne soit pas supprimé chez eux et, avant toute autre réduction de service et de tenir des audiences publiques dans tout le Canada pour examiner les façons de préserver et d'améliorer le service dans tout le pays.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Stan Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter 10 pétitions signées par des citoyens de ma circonscription de Saskatoon—Humboldt et de celle de mon collègue de la Saskatchewan, le ministre de la Défense nationale.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à rejeter le projet de taxe sur les produits et services et à réformer le régime fiscal pour s'assurer qu'il n'est pas régressif et qu'il ne soit pas préjudiciable aux Canadiens ordinaires.

VIA RAIL

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir et l'honneur de présenter une pétition signée par quelque 200 Canadiens qui habitent notamment à Ottawa, Nepean, Sault-Sainte-Marie, Richmond, Kanata et Calabogie. Les pétitionnaires sont préoccupés par la réduction proposée des services de VIA Rail, réduction qui nuira aux petites villes, aux jeunes et aux personnes âgées.

Ils demandent donc au Parlement de rejeter les compressions proposées à VIA Rail, de moderniser le matériel existant et de construire un train à grande vitesse pour le transport des voyageurs entre Montréal et Windsor.

LES VOLS À BASSE ALTITUDE

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition signée par une centaine de Canadiens de Toronto et de Vancouver au sujet des vols à basse altitude qui se font dans l'est du Québec et au Labrador ainsi que de la base de l'OTAN et du NORAD qu'on projette d'implanter là-bas. Les pétitionnaires prient le Parlement de se joindre à l'Assemblée des Premières nations, aux Innus du Labrador et aux autres autochtones du nord du Canada qui s'opposent à ce que leurs territoires servent à l'entraînement des forces offensives de l'OTAN et du NORAD.

Ces Canadiens réclament l'interruption de ces vols à basse altitude, prient le gouvernement de cesser de demander l'implantation d'une base de l'OTAN au Labrador et, enfin, exigent que les ressources financières consacrées par le Canada aux activités de l'OTAN et du NORAD soient utilisées pour aider les autochtones du Canada à reprendre le contrôle de leurs terres et de leurs moyens de subsistance ainsi que pour promouvoir le développement durable pour tous les Canadiens.

LES AVANTAGES FISCAUX DES LOCALITÉS ISOLÉES ET DU NORD

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter au-